

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNÉES 1946-1947

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.
Les impressions parlementaires du Conseil de la République sont ainsi réparties :

1^{re} législature } Année 1946 : N^{os} 1 à 4 (déposés du 24 au 27 décembre 1946);
Année 1947 : N^{os} 1 à 1012 (déposés du 14 janvier au 31 décembre 1947).

1^{re} LÉGISLATURE

Session de 1946.

1. — Allocution prononcée par M. Gasser, président d'âge, p. 1.
2. — Allocution prononcée par M. Champetier de Ribes, président du Conseil de la République, p. 1.
3. — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au président du Conseil de la République le second rang, p. 1.
4. — Proposition de résolution concernant les préséances, p. 1.

Session de 1947.

1. — Allocution lue par Mme Brossolette au nom de M. Champetier de Ribes, président du Conseil de la République, p. 1.
2. — Rapport fait au nom de la commission du règlement, tendant à fixer le règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les commissions (art. 14 à 19), p. 1.
3. — Rapport, par M. Salomon Grumbach, sur le règlement du Conseil de la République, p. 3.
4. — Proposition de loi de M. Georges Pernot relative au bien de famille insaisissable, p. 6.
5. — Message de M. le Président de la République, p. 6.
6. — Rapport, par M. Salomon Grumbach, relatif au règlement du Conseil de la République, p. 6.

7. — Projet de loi relatif au conseil supérieur de la magistrature, p. 6.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 279 et 400.

8. — Rapport par M. Chaumel sur le projet de loi relatif au conseil supérieur de la magistrature, p. 7.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 279 et 400; Conseil de la République, n^o 7 (année 1947).

9. — Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits comme conséquence de la composition du Gouvernement, p. 8.

10. — Projet de loi relatif aux allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat, p. 9.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 391, 405.

11. — Rapport par M. Poher relatif à l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat, p. 9.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 391, 405; Conseil de la République, 10 (année 1947).

12. — Proposition de loi de M. Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à créer une allocation pour le conjoint de l'assuré décédé, p. 9.

13. — Proposition de loi de M. Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation de maternité, p. 10.

14. — Proposition de loi de M. Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les bénéfices de l'assurance maladie aux vieux travailleurs et aux vieux, p. 10.

15. — Proposition de loi de M. Jean-Marie Thomas relative aux pensions militaires d'invalidité, p. 11.

16. — Proposition de résolution de M. Dulfré et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la mise en place des engrais de printemps, p. 18.

17. — Proposition de résolution de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'interprétation de la circulaire relative aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, p. 18.

18. — Proposition de résolution de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le droit d'élire les administrateurs des caisses d'organismes de sécurité sociale, p. 18.

19. — Projet de loi autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue, p. 18.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 210, 423.

20. — Projet de loi modifiant la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives, p. 19.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 216, 390.

21. — Projet de loi modifiant l'ordonnance relative aux indemnités des conseillers généraux de la Seine, p. 19.
Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), 216, 422.

22. — Proposition de loi de M. Landry relative à la protection de l'enfance, p. 19.

23. — Proposition de loi de M. Landry concernant la surveillance et l'assistance éducative de la famille, p. 20.

24. — Proposition de loi de M. Georges Mairé tendant à modifier les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1923, 1924 du code civil, p. 21.